



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/56/5
6 juillet 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Cinquante-sixième session
Genève, 14-25 septembre 2009
Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire

Rencontre avec la société civile

**RAPPORT SUR LE COLLOQUE PUBLIC ORGANISÉ PAR LA CNUCED
SUR LE THÈME «LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET
LE DÉVELOPPEMENT – PERSPECTIVES FUTURES»***

Introduction

1. Le premier colloque public de la CNUCED s'est tenu à Genève les 18 et 19 mai 2009. Il s'est intéressé à la dimension humaine de la crise économique mondiale et a offert une tribune aux organisations de la société civile pour exprimer leurs préoccupations et proposer des idées solidement ancrées dans les réalités locales.
2. Plus de 360 représentants de la société civile, du secteur privé, d'organisations syndicales, d'universités et de centres de recherche, d'organisations internationales et d'États membres, ainsi que des parlementaires, se sont réunis avec des représentants de la CNUCED, du Bureau international du Travail (BIT) et du Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU pour débattre des conséquences de la crise, des réponses apportées et des orientations futures. Cette rencontre était organisée en collaboration avec le Service de liaison de l'ONU avec les organisations non gouvernementales et d'autres organisations partenaires. Pendant les deux journées qu'a duré la manifestation, quatre séances plénières et six réunions de groupe ont été organisées (le programme de la manifestation et un compte rendu des réunions de groupe figurent en annexe au présent rapport).

* Pour la liste des participants au colloque, voir: <http://www.unctad.info/publicsymposium/participants>.

3. Le colloque, présidé par M. Dian Triansyah Djani, Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, a été ouvert par le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi. Dans ses observations liminaires, l'Ambassadeur Djani a souligné que le colloque venait à point nommé pour permettre à un large éventail d'acteurs de partager leurs points de vue sur la crise et les pistes pour l'avenir. M. Supachai Panitchpakdi a souligné que la réunion se voulait une occasion de «faire entendre la voix de ceux que l'on n'entend jamais – les spectateurs innocents de la crise», ajoutant qu'il fallait une stratégie de sortie de la crise pour tous les pays. De véritables réformes étaient nécessaires afin d'éviter de retomber dans le cycle habituel d'expansion suivie de récession.

4. Plusieurs personnalités ont pris la parole à la séance d'ouverture, dont M. Juan Somavia, Directeur général du Bureau international du Travail (BIT), qui a indiqué que le BIT élaborait un Pacte mondial pour l'emploi pour tenter de répondre à la crise mondiale du chômage – notamment en ciblant les emplois, en mettant en place un «seuil minimum» de protection sociale, et en veillant à ce que les plans de relance économique soient mieux coordonnés et stimulent beaucoup plus l'emploi. M. Sha Zukang, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a dit que l'action de l'ONU concernant les orientations futures s'inscrivait sur deux fronts: en premier lieu, mieux comprendre toute l'ampleur des effets de la crise sur les pays en développement et sur le développement lui-même et, en deuxième lieu, contribuer à la conception d'interventions efficaces sur le plan des politiques, eu égard notamment à la nécessité d'une «nouvelle donne mondiale» avec une réforme profonde du système financier mondial et des institutions de gouvernance mondiale plus légitimes et plus représentatives, ce qui, entre autres, assurerait une plus grande cohérence entre le système commercial international et l'architecture financière internationale. Il était important que les pays donateurs honorent leurs engagements à l'égard des pays en développement, alors même qu'ils consacraient des sommes considérables dans leurs plans de relance nationaux. M. Anders B. Johnsson, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, a déclaré que les parlements devaient réfléchir et se demander pourquoi ils n'avaient pas mis en place des règles pour empêcher les abus qui ont mené à la crise, et que beaucoup de parlements avaient entrepris de renforcer sensiblement leurs capacités de surveillance pour les questions économiques internationales. M. Guy Ryder, Secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats, a dit que le climat parmi les syndicalistes était à la colère et à l'inquiétude. Le risque d'instabilité sociale devait impérativement être pris au sérieux. M^{me} Céline Charveriat, responsable du bureau de Genève d'Oxfam International, a dit que la crise pourrait rejeter dans l'extrême pauvreté 55 à 90 millions de personnes supplémentaires en 2009, en plus des 130 à 155 millions de personnes déjà réduites à cet état en 2008 en raison de la flambée des prix des produits alimentaires et des combustibles.

5. La séance d'ouverture a été suivie de trois séances plénières.

I. SÉANCE PLÉNIÈRE 1: LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE – SES CAUSES ET SES INCIDENCES MULTIPLES

6. Cette séance a été animée par M. Debapriya Bhattacharya, Centre for Policy Dialogue de Dhaka au Bangladesh. Les intervenants ci-après y ont participé: M^{me} Nuria Molina, Réseau européen sur la dette et le développement; M. Vicente Yu, Centre Sud; M. Jan Atteslander, Économiesuisse; M^{me} Diana Aguiar, International Gender and Trade Network/Women's Working Group on Financing for Development; M. Arjun Karki, LDC

Watch; M. Manzoor Ahmad, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); ainsi que des intervenants de la CNUCED.

7. Il y avait généralement convergence de vues entre les participants sur les multiples causes de la crise à long terme, notamment le non-respect des engagements convenus; l'insuffisance des contrôles; les déséquilibres structurels au sein des principales économies; les déséquilibres macroéconomiques; et d'autres facteurs systémiques et/ou institutionnels. La crise n'était pas simplement le résultat de certains événements ou de «mauvais comportements» dans le monde des entreprises et le secteur financier, mais se préparait depuis au moins trente ans. Elle trouvait ses causes profondes dans les contradictions inhérentes au scénario de développement international actuel et à son modèle, par exemple les inégalités de revenus, les 1 % les plus riches parmi la population mondiale bénéficiant d'autant de revenus que la totalité des 57 % les plus pauvres. Pour les intervenants, il s'agissait là d'une cause majeure d'instabilité économique et de crise, car cela créait un déficit de la demande globale mondiale. Ces inégalités allaient de pair avec une interdépendance mondiale croissante, mais sans qu'il existe des institutions efficaces à l'échelle mondiale pour y faire face. La crise remettait aussi en question le bien-fondé de l'intégration économique et de l'ouverture des marchés, dans la mesure où les pays les plus touchés étaient ceux qui étaient les plus ouverts et les plus tributaires du commerce extérieur. Un nouveau modèle économique et une réflexion nouvelle sur la mondialisation étaient nécessaires.

8. Les participants ont examiné plus avant les répercussions nombreuses et profondes de la crise sur les pays en développement. Le problème pour les pays en développement n'était pas simplement de savoir dans quelle mesure leur revenu par habitant allait baisser, mais combien de temps aller durer la récession; la crainte se faisait jour d'une autre «décennie perdue» pour le développement. Jusqu'où la situation se détériorerait-elle avant de s'améliorer? En outre, la crise pourrait déclencher d'autres sortes de crises, et aggraver la crise alimentaire et la crise de la dette. Une stratégie de sortie de crise devait être pensée pour tous les pays – en particulier les plus faibles et les plus vulnérables – car dans la bousculade générale pour sortir de la crise, les plus faibles pourraient être écrasés ou même ne pas survivre.

9. La crise mettait en danger la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans les pays les moins avancés (PMA), en particulier, elle aggravait aussi bien la pauvreté que les tensions politiques. Des mesures de protection sociale étaient une nécessité urgente, et la société civile et les syndicats devaient donc agir en coopération avec la communauté internationale – y compris l'Organisation des Nations Unies – afin d'enrayer la crise. Les engagements financiers pris par les donateurs devaient être honorés.

10. Les flux d'investissements étrangers directs (IED) se réduisaient dans le monde entier, les pays en développement étant particulièrement touchés. Pour transformer la crise en une opportunité, certains participants appelaient les décideurs à promouvoir l'investissement intérieur, qui pourrait être renforcé par l'IED si l'on prévoyait des politiques adaptées. Ils devaient aussi développer les petites et moyennes entreprises (PME) et favoriser l'intégration régionale, ce qui pouvait aider à supprimer les obstacles au commerce et à rendre les entreprises nationales plus compétitives. Les investissements et la coopération Sud-Sud étaient jugés particulièrement importants, afin par exemple d'améliorer les infrastructures agricoles dans les pays en développement, de même que les partenariats public-privé. En cherchant à attirer l'IED, les pays en développement devraient se garder toutefois d'une course à l'abîme.

11. Le commerce international des pays en développement se contracterait en 2009 d'environ 7 à 9 %. Certains participants ont estimé toutefois que ce recul des échanges signifiait davantage qu'une diminution des recettes; il signifiait aussi une baisse de la production, de l'emploi, de la productivité et des revenus, et une augmentation de la pauvreté. Pour faire face à la baisse des recettes d'exportation des pays en développement, qui se révélait particulièrement dommageable pour les pays pauvres tributaires de seulement un ou deux produits de base, le commerce devait être maintenu à flot. Une diversification des exportations et des marchés devait être encouragée, de même qu'un renforcement des capacités de production intérieures et un meilleur équilibre entre la demande intérieure et les exportations comme moteurs de la croissance, dans le cadre de nouvelles stratégies visant à renforcer la résistance des économies des pays en développement aux chocs extérieurs. Des mesures étaient nécessaires pour améliorer l'accès aux marchés, grâce en particulier à la coopération Sud-Sud et à l'intégration régionale. Des mesures étaient nécessaires aussi pour éviter le protectionnisme et augmenter l'accès préférentiel et non réciproque aux marchés des pays en développement, y compris les PMA. Les politiques commerciales devaient être spécifiquement orientées vers la réduction de la pauvreté, la lutte contre les inégalités entre les sexes et la promotion du développement durable. Il devait être mis fin à la prolifération des subventions à l'agriculture, dans le cadre de mesures visant à améliorer la production et la productivité agricoles pour faire face à la crise alimentaire actuelle. Il était estimé que si de telles mesures n'étaient pas prises, la conjonction d'une production alimentaire faible et de prix toujours élevés pour les denrées alimentaires aurait un impact particulièrement dévastateur, en particulier sur les pays importateurs nets de produits alimentaires, ce qui pourrait entraîner encore une autre crise alimentaire.

12. Le crédit, l'aide publique au développement (APD) et d'autres formes de financement avaient été réduits, en particulier pour les pays en développement, dont les sorties nettes de capitaux devaient atteindre 700 milliards de dollars en 2009. La viabilité de la dette redevenait une préoccupation majeure, dans la mesure où les pays en développement gagnaient moins, mais payaient plus. Leurs réserves de change étaient généralement amoindries, les taux de change étaient de plus en plus instables, et ils subissaient une pression financière de plus en plus forte. Comme aucune région du monde n'était à l'abri, il fallait impérativement mettre au point un système mondial d'alerte financière. Dans le même ordre d'idées, avec l'augmentation générale des taux d'intérêt des prêts du Fonds monétaire international (FMI), une autre série de crises de la dette risquait de survenir. Nombre de participants ont demandé l'annulation immédiate et totale de la dette; l'octroi de moyens de relance sous forme de dons, et non de prêts; et la garantie que ces nouveaux dispositifs de financement seraient accordés sans condition. Dans le même temps, il était indispensable de préserver leur marge d'action aux pays en développement, notamment en matière de politique budgétaire.

13. Par ailleurs, certains participants ont observé que les systèmes de gouvernance et de financement du FMI devaient être réformés, et le cadre réglementaire révisé. Aux États-Unis et dans d'autres pays développés, par exemple, le système financier représentait environ 10 % du PIB, mais 40 à 50 % du total des bénéficiaires. Les capitaux et les intérêts financiers – qui ne prenaient plus en considération l'intérêt de l'économie réelle – prévalaient, et l'économie réelle était en voie de financiarisation croissante. La contribution du secteur financier à une croissance durable et profitable à tous, assortie d'une protection sociale, était pour le moins discutable.

14. Un certain nombre d'intervenants ont souligné les conséquences de la crise pour l'emploi, pour les femmes et pour les droits de l'homme. La crise financière s'était muée d'abord en crise

économique, puis en crise de l'emploi et, désormais, en récession sociale. Alors que le chômage augmentait, près de 80 % des travailleurs se trouvaient sans protection sociale. Les rapatriements de salaires diminuaient, et l'instabilité sociale dans le monde allait croissant, avec les sentiments de colère et de peur. Le capital avait de plus en plus de droits, mais les droits des travailleurs étaient de plus en plus négligés.

15. Certains participants ont fait observer que la crise renforçait les inégalités qui existaient dans les pays et d'un pays à l'autre, et entre les sexes. Les salariées des pays en développement étaient particulièrement vulnérables dans des secteurs comme l'habillement, l'agriculture et le tourisme, où elles étaient les plus nombreuses. Par contre, les plans de relance et les mesures d'incitation avaient le plus souvent bénéficié à des secteurs où le salariat masculin dominait traditionnellement, comme l'industrie automobile et la finance.

16. Le droit au développement et le droit à l'alimentation ne devaient pas non plus être négligés, dans le contexte des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que des droits civils et politiques. Les droits des groupes les plus vulnérables – notamment les travailleurs migrants, les femmes et les enfants – devaient être protégés. Il était également important de préparer un avenir plus écologique, en investissant dans des sources d'énergie et des activités à faible émission de carbone.

17. Il était estimé que des réformes étaient nécessaires non seulement pour les institutions de Bretton Woods, mais pour l'ensemble du système des Nations Unies. Pour ce qui est de la CNUCED, les participants considéraient que ses moyens de recherche devaient être renforcés afin de mieux répondre à la crise.

II. SÉANCE PLÉNIÈRE 2: ÉVALUER LES RÉPONSES ACTUELLES À LA CRISE AUX NIVEAUX INTERNATIONAL, RÉGIONAL ET NATIONAL – LIMITES, PERSPECTIVES ET MEILLEURES PRATIQUES

18. Cette séance plénière a été animée par M. Ernesto S. Martínez Gondra, Ministre plénipotentiaire et Représentant permanent adjoint de l'Argentine à Genève. Le groupe d'intervenants était constitué de M^{me} Elizabeth Tankeu, Union africaine; M. José Manuel Salazar-Xirinachs, BIT; M. Janwillem C. Acket, Banque Julius Baer; M. Rudy de Meyer, 11.11.11 – Coalition du Mouvement Nord-Sud flamand; M. Peter Wahl, World Economy, Ecology and Development; M. Emmanuel Gyekye Tanoh, Third World Network Africa, M. Carlos Benavente (réseau LATINDAD, Nicaragua) et M. Mustafizur Rahman (Centre for Policy Dialogue, Bangladesh).

19. Les participants ont examiné les réponses actuelles à la crise aux niveaux international, régional et national. En plus d'examiner l'impact des plans de relance appliqués par un certain nombre de pays, les participants ont aussi débattu de la proposition du G-20 et du rôle de la CNUCED et l'ONU dans ce processus.

20. Il a été dit que l'impact de la crise sur les pays en développement s'était fait ressentir à travers des chocs extérieurs, et s'était transmis par différents mécanismes. La crise actuelle avait déjà des conséquences dévastatrices pour la croissance et le développement en Afrique, en raison de la chute des prix des produits de base, des envois de fonds, du financement pour le commerce et des flux d'investissement. De ce fait, le chômage et la pauvreté augmentaient. Dans la région

Asie-Pacifique, certains PMA montraient une certaine résistance à la crise, et affichaient même des perspectives de croissance encourageantes pour l'année en cours. Contrairement à l'Afrique, la chute des prix avait été bénéfique pour les PMA de la région Asie-Pacifique; en revanche, la baisse des prix des importations avait entraîné des problèmes budgétaires en raison de la contraction des recettes fiscales provenant des importations, qui sont importantes dans la région.

21. Il a été noté que l'aptitude des pays en développement à résister aux effets néfastes de la crise était fonction de leur degré de dépendance à l'égard de la demande extérieure (exportations) et des financements extérieurs (IED, envois de fonds et APD), ainsi que de leur marge de manœuvre budgétaire et de leur capacité discrétionnaire à agir sur la demande, et de l'aptitude des autorités à en user avec souplesse. Tant en Afrique que dans la région Asie-Pacifique, les possibilités de mener des politiques anticycliques face à la crise actuelle se sont avérées limitées. Pour les pays africains, cela pourrait avoir des coûts élevés également en termes de pauvreté, et les pays d'Asie quant à eux ne parviennent pas à restructurer leur économie suffisamment, de sorte que s'ils résistent encore relativement bien à la crise ils pourraient être beaucoup plus touchés quand la reprise s'amorcera.

22. Face à la crise, certains pays ont mis en œuvre d'importants plans de relance afin d'en atténuer les conséquences. Certaines préoccupations ont été soulevées au cours du débat à propos des répercussions des vastes plans de relance adoptés par les pays développés; en particulier, il a été fait mention des incitations à «acheter américain» qui risquaient d'aboutir à des représailles commerciales entre les États-Unis et l'Europe. Il a aussi été dit que les plans de relance adoptés par des pays en développement plus avancés comme la Chine et l'Inde risquaient d'avoir un effet de distorsion sur la compétitivité des PMA, qui ne pouvaient pas financer de tels plans. Les meilleurs plans de relance étaient ceux dont l'objet fondamental était de créer des emplois et de garantir la protection sociale, mais malheureusement les dépenses directes pour l'emploi n'avaient constitué qu'une proportion infime des plans de relance.

23. Il a été noté que rétablir la santé du secteur financier avait pris plus longtemps que prévu. Le secteur financier restait dans un état critique dans de nombreux pays. Les flux de capitaux n'avaient pas retrouvé des niveaux compatibles avec le plein emploi, et les prêts limités accordés par les banques étaient souvent assortis de taux d'intérêt élevés. Il a également été souligné que les signes récents de reprise sur les marchés boursiers ne devaient pas être interprétés comme l'annonce d'un renversement de tendance. Les banques présentaient encore des difficultés de financement considérables que ne suffiraient pas à combler les interventions des banques centrales et des institutions multilatérales.

24. Il était jugé urgent de rétablir la santé du système financier afin de soutenir une reprise tirée par le secteur privé. En effet, les possibilités discrétionnaires de relance budgétaire étaient pratiquement épuisées dans un certain nombre de grands pays développés, ce qui laissait supposer qu'une reprise tirée par le secteur public n'était pas viable au-delà de 2010 dans les principaux pays, en particulier les États-Unis.

25. La nécessité pour les pays en développement de mener des politiques anticycliques a été soulignée. Cependant, toutes les sources de financement des pays en développement avaient été touchées par la crise, ce qui permettait difficilement à ces pays de compenser par des mesures d'incitation les sources de croissance perdues. Les pays en développement n'avaient tout simplement pas les moyens de se doter de plans de relance importants. Il a été relevé que la

question de savoir comment financer cette baisse de revenus restait sans réponse, et qu'elle ne pouvait pas être traitée dans le cadre traditionnel du FMI pour la balance des paiements.

26. Certains intervenants ont engagé les gouvernements des pays en développement et des pays émergents à ne pas attendre de l'Occident des solutions et des plans de relance, et à appliquer d'urgence leurs propres mesures pour stimuler la demande intérieure. D'autres ont fait écho à ces propos en soulignant que la possibilité de mesures unilatérales afin de lutter contre la crise ne devait pas être écartée. Les mesures unilatérales suivantes ont été mentionnées:

- a) taxation des transactions financières,
- b) contrôle des mouvements de capitaux, et
- c) interdiction des fonds spéculatifs et des fonds de capital-investissement.

27. Sur le plan régional, la société civile africaine avait été déçue de la réponse multilatérale apportée à la crise. Les instances africaines compétentes, quant à elles, semblaient avoir été plus loin que les initiatives multilatérales pour le traitement systémique de la crise. Elles s'étaient attaquées aux problèmes du décalage entre épargne et investissement, de la baisse des recettes d'exportation et du déficit croissant des comptes courants – autant de facteurs décisifs pour l'Afrique étant donné son important déficit de financement. Toutefois, les institutions africaines ne disposaient tout simplement pas des fonds nécessaires pour mettre en œuvre ces initiatives.

28. Il a été observé que les plans de relance actuels ne suffiraient peut-être pas à remédier aux difficultés que connaissent les pays africains. L'Afrique avait besoin d'un plan de relance concerté avec notamment des mesures de soutien à la production et de mise à niveau technologique. L'investissement public jouait également un rôle essentiel. Sur les questions de réglementation financière, des intervenants ont estimé que l'Afrique devait pouvoir disposer de sa marge de manœuvre propre pour s'attaquer à ses déficits des comptes courants, l'État jouant un rôle central en tant que régulateur.

29. La nécessité d'institutions efficaces a été soulignée. Certaines préoccupations ont été exprimées quant à l'adéquation de la proposition du G-20 face à la crise actuelle dans les pays en développement. En ce qui concerne cette proposition, les participants estimaient que son application soulevait les difficultés suivantes: a) les montants avancés étaient des projections de ce qui serait souhaitable, et les principaux acteurs n'avaient pas encore engagé de fonds; b) l'imposition de conditionnalités par le FMI pour l'accès aux ressources restait un problème; et c) beaucoup de pays, par crainte pour leur image politique et économique, hésitaient à s'adresser au FMI tant qu'ils ne se trouvaient pas en grave difficulté. Des doutes ont aussi été exprimés sur le fait de savoir si la promesse de reverser 0,7 % du montant des plans de relance dans un fonds pour les pays vulnérables se concrétiserait, étant donné les engagements précédents de donateurs qui n'avaient pas eu de suite.

30. Il a été estimé que dans le communiqué du G-20, le système des Nations Unies était globalement invisible, et ne recevait pas un rôle important. L'importance du rôle de l'ONU et la nécessité d'une gouvernance internationale ouverte ont été soulignées. Les participants ont ajouté que le rôle du FMI dans la proposition du G-20 posait un dilemme, étant donné son manque de crédibilité. Il a été noté que le débat sur les changements climatiques avait été totalement absent, et qu'il était important de souligner cet aspect aujourd'hui et de susciter une nouvelle réflexion sur le modèle de développement et de croissance. On n'était pas passé à un modèle de développement plus durable. (La question avait aussi été totalement absente de la réunion de 2009 du G-8 en Italie.)

31. Les intervenants ont noté, de plus, qu'il restait à voir si l'engagement du G-20 de placer les questions liées à l'emploi, à la protection sociale et au marché du travail au centre des politiques résisterait à l'épreuve des faits. Il était important non seulement d'encourager la reprise, mais aussi de jeter les bases d'un modèle de croissance et de mondialisation plus ouvert et plus durable pour l'avenir.

32. Quant à l'avenir, les intervenants ont estimé qu'il était clair d'après la crise actuelle que le système financier n'était pas capable de se réguler par lui-même; cela montrait toute l'importance du rôle de l'État. La crise actuelle pouvait être l'occasion de promouvoir des modes de croissance innovants, et de repenser et rééquilibrer les priorités de développement – il ne s'agissait pas simplement de revenir aux politiques du passé. On a fait valoir qu'il existait à présent un nouvel équilibre du pouvoir dans le monde et que le G-8 appartenait au passé. On s'est généralement accordé sur la nécessité fondamentale d'une nouvelle conception de la gouvernance du système financier international.

33. Il a été souligné que la crise actuelle nécessitait une action commune à l'échelle mondiale. On a insisté sur l'importance d'une gouvernance internationale plus ouverte, notamment à la participation des pays africains. Les intervenants ont estimé que la CNUCED devait faire un effort particulier pour que la question de la dimension éthique d'une nouvelle structure de gouvernance économique mondiale soit enfin traitée.

34. Il a été estimé que si l'on voulait que le processus soit ouvert, anticyclique, égalitaire et respectueux de l'environnement, il fallait alors opter pour une approche plus décentralisée, avec un rôle de coordination renforcé pour l'ONU et un rôle subordonné pour le FMI et d'autres institutions spécialisées dans le traitement des questions liées à la fiscalité, aux finances et à l'économie. Cette idée a été soutenue par d'autres intervenants, qui ont noté que la CNUCED et le système des Nations Unies avaient un rôle important à jouer et que les propositions de la Commission Stiglitz devaient servir de base aux futures réformes du système des Nations Unies. Il a aussi été estimé, cependant, que l'ONU n'était peut-être pas encore prête pour ce rôle et que des améliorations de vaste ampleur seraient nécessaires.

III. SEANCE PLÉNIÈRE 3: PROPOSITIONS POUR ALLER DE L'AVANT – OBSTACLES ET POSSIBILITÉS

35. Le débat a été animé par M. Martin Khor, Directeur exécutif du Centre Sud. Les intervenants ci-après y ont participé: Jomo Kwame Sundaram, Sous-Secrétaire général, Département des affaires économiques et sociales; M. Pedro Páez, membre de la Commission Stiglitz et ancien Ministre équatorien de la coordination économique; M^{me} Esperanza Durán, Directrice exécutive de l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international; M^{me} Jacqueline Coté, responsable du bureau de Genève de la Chambre de commerce internationale; M^{me} Joy Kategekwa, Oxfam International; M. Christophe Aguiton, Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens; M^{me} Sanya Reid-Smith, Third World Network/Genève; et M. Stephen Pursey, BIT.

36. L'objectif était d'identifier des orientations possibles pour remédier à la crise économique, à partir des débats tenus lors des séances plénières et des réunions de groupe, et d'adresser ces suggestions au Président de l'Assemblée générale et à la prochaine Conférence des

Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement.

37. Les discussions ont porté sur la nécessité d'une bonne coordination afin que les dispositions prises soient durables. Les participants ont réitéré leurs préoccupations concernant a) le risque d'un retour aux pratiques du passé; et b) l'insuffisance des politiques décidées à ce jour. Ils ont demandé des politiques concrètes, des modalités et des échéances précises et des institutions capables et désireuses de mener à bien les réformes. Ils ont déploré le manque de transparence des mesures de circonstance adoptées jusqu'à présent, et appelé à une volonté politique plus forte dans le traitement de la crise.

38. Bon nombre d'orateurs ont souligné la difficulté qu'il y avait non seulement à concevoir les réformes à venir, mais aussi à obtenir d'États-nations disparates qu'ils agissent collectivement. Les intervenants ont souligné le rôle positif que la société civile pourrait jouer à cet égard, notant que:

a) La pression collective de la société civile peut favoriser une action multidimensionnelle; et

b) La société civile peut apporter une dose de réalité locale à un débat qui a été jusqu'à présent largement rhétorique.

39. La priorité actuelle était nettement de parer au plus pressé et de suivre de près les mesures prises afin de lutter plus efficacement contre la crise. Bon nombre d'orateurs ont fait observer qu'il n'y avait pas de solution unique adaptée à tous les cas de figure; bien plutôt, l'action multilatérale devait être «localisée» et adaptée aux besoins particuliers de chaque pays et région. Cet objectif pourrait être atteint en partie au moyen de stratégies régionales renforcées. Par exemple, les institutions régionales pourraient concevoir et financer des plans et des programmes spéciaux de redressement (dans le domaine des infrastructures ou dans d'autres domaines fondamentaux). Il a été souhaité à cet égard que les pays aient suffisamment de latitude en matière d'élaboration des politiques pour prendre les mesures d'incitation voulues, gérer leur monnaie, et éviter le piège de la dette.

40. Nombre d'orateurs ont souligné qu'il importait de ne pas perdre de vue d'autres facteurs liés au développement durable. Pour beaucoup d'entre eux, les droits de l'homme étaient au cœur de toute solution durable (y compris les droits des femmes, les droits des enfants et les droits des travailleurs). Certains se sont inquiétés de ce que les questions liées à l'évolution du climat et à l'environnement risquaient d'être marginalisées, et ont souligné la nécessité d'accorder toute l'attention voulue sur la réunion de Copenhague, en décembre.

41. Les participants ont reconnu le rôle important que le commerce et l'investissement pouvaient jouer, sur le plan national comme à l'échelle internationale, pour sortir durablement de la crise. Tout en admettant généralement la nécessité de lutter contre le protectionnisme, ils sont convenus que cela serait difficile sans une action collective internationale en faveur de l'emploi. Un certain nombre de participants estimaient en outre qu'il serait avantageux de conclure le Cycle de Doha, à condition qu'il aboutisse à un résultat équilibré pour les pays en développement. Cela permettrait d'éviter les tendances protectionnistes et de promouvoir des programmes d'appui aux initiatives de développement du commerce dans les pays en

développement. Parallèlement, il était tout aussi important de veiller à ce que les accords de partenariat économique (APE) et d'autres accords de commerce et d'investissement n'entravent pas la capacité des gouvernements à adopter des mesures anticycliques face aux difficultés économiques. Plusieurs intervenants ont proposé d'examiner l'incidence de la crise sur les négociations et les engagements sur les services financiers dans le cadre de l'OMC.

42. Un certain nombre d'intervenants ont aussi demandé un financement plus important pour le commerce, par l'intermédiaire du FMI et d'initiatives régionales, et des efforts régionaux visant à faciliter le commerce et à lutter contre les obstacles au commerce intrarégional.

43. La préservation d'une liberté d'action a constitué, une nouvelle fois, l'un des principaux sujets de débat. De nombreux orateurs ont souligné qu'il fallait, dans les accords et les plans adoptés au niveau international pour remédier à la crise, laisser aux pays la marge de manœuvre dont ils avaient besoin pour mener des réformes sur le plan intérieur et mettre en place des politiques qui aident les gouvernements à lutter contre les crises. On pouvait envisager à cet égard des mesures unilatérales et multilatérales de taxation des transactions financières et de contrôle des mouvements de capitaux afin de lutter contre les pratiques de «carry trade» et les attaques spéculatives à court terme, notamment.

44. Bon nombre d'orateurs ont préconisé de réformer l'architecture financière mondiale et ont suggéré des améliorations, concernant notamment la nécessité de réformer le système de taux de change afin de soutenir la stabilité macroéconomique et d'éviter les pièges de la dette et la spéculation. Cela supposerait de revenir aux principes de base – les règles inventées à Bretton Woods – et plus particulièrement à des taux de change fixes mais ajustables qui reflètent des fondamentaux comme le taux d'inflation. Il a été ajouté que le maintien de taux de change stables empêcherait des distorsions trop importantes en termes de commerce international et de change.

45. L'idée de revoir le système de monnaie de réserve a aussi été proposée, afin de voir si l'on pouvait réduire la forte dépendance à l'égard du dollar des États-Unis, éventuellement par l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS).

46. Les participants ont souligné qu'il importait de démocratiser les processus et de garantir la pleine participation de la société civile et d'autres parties prenantes à la recherche de solutions globales et aux processus au niveau local pour que les solutions appliquées soient dans l'intérêt des populations concernées.

47. Les participants se sont dits fortement opposés aux conditions imposées traditionnellement par le FMI, notant que pour leur part les pays développés prenaient des mesures anticycliques qui étaient manifestement contraires aux règles du FMI. Ils ont aussi dénoncé les «promesses de réforme» insuffisantes du FMI.

48. Un autre message récurrent a été que les processus de décision au niveau international devaient devenir beaucoup plus représentatifs et participatifs pour permettre un redressement durable. De nombreux orateurs se sont inquiétés de la marginalisation de l'ONU dans les interventions face à la crise. Ils ont réclamé un nouveau rôle pour l'ONU dans le cadre d'un «nouveau système de gouvernance économique mondiale». Selon eux, il appartenait à l'ONU et aux autres organismes de déterminer conjointement leurs rôles respectifs, notant que l'ONU

ne disposait pas des compétences ni des moyens nécessaires pour intervenir en urgence en cas de crise financière. L'ONU pourrait donc apporter sa contribution de diverses autres façons, même si certaines réformes importantes pourraient s'avérer nécessaires.

49. En particulier, les participants ont recommandé que l'ONU joue un rôle plus prépondérant et adopte une démarche ambitieuse et cohérente à la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement.

50. Les suggestions pour aller de l'avant ont porté sur les aspects suivants: possibilités d'action dans le domaine des politiques; emploi; taux de change; réglementation financière; dette et stratégies régionales en matière financière et monétaire. Les observations et les suggestions ci-après ont été formulées:

- a) Questions financières/monétaires
 - i) Réfléchir à un nouveau système de taux de change qui garantirait des taux de change réels stables reflétant les fondamentaux;
 - ii) Examiner le système de monnaie de réserve et étudier la possibilité d'un système fondé sur les droits de tirage spéciaux pour remplacer le dollar des États-Unis comme principale monnaie de réserve;
 - iii) Mettre en place des instruments, des organismes et des mécanismes de coordination financiers et monétaires régionaux, en s'appuyant sur des nouveaux dispositifs, comme la Banque du Sud en Amérique latine et l'Initiative de Chiang Mai, reposant sur une approche participative qui pourraient servir de base à un nouveau système;
 - iv) Maintenir les flux de crédits pour compenser les pertes de revenus, notamment au moyen de nouveaux prêts du FMI qui n'imposent pas les conditions anticycliques habituelles;
 - v) Laisser aux pays la marge d'action nécessaire pour imposer des contrôles des mouvements de capitaux et d'autres mesures pour empêcher la spéculation et garantir la stabilité;
 - vi) Renforcer la réglementation financière pour décourager les pratiques de «carry trade» et interdire les pratiques de vente à découvert;
 - vii) Engager une réflexion nouvelle sur les négociations de l'OMC sur les services financiers et les accords de libre-échange/d'investissement, afin d'examiner l'incidence des engagements sur l'efficacité des réponses face à la crise.
- b) Question de la dette
 - i) Offrir un moratoire sur la dette aux pays vulnérables touchés, du fait de la crise, par des mouvements de taux de change et des pertes de revenus. Examiner la possibilité de créer un mécanisme de restructuration de la dette souveraine.

- c) Gouvernance institutionnelle et gouvernance d'entreprise
 - i) Le FMI et le Conseil de stabilité financière devraient fournir des rapports d'étape sur les efforts de réforme;
 - ii) Les institutions financières devraient être assujetties à de nouvelles règles plus rigoureuses;
 - iii) Le Comité de Bâle II devrait étudier des principes directeurs différenciés selon les secteurs et les pays.
- d) Rôle de la société civile
 - i) Initiatives collectives de la société civile sur plusieurs fronts, notamment pour suivre la «réforme» du FMI, veiller au versement rapide des fonds pour la relance, prévenir l'imposition de conditions de prêt déraisonnables aux pays en développement, et faire pression pour que l'ONU devienne moins bureaucratique, plus réactive et plus pragmatique.
- e) Rôle de l'ONU
 - i) L'ONU devrait concevoir une stratégie visant à renforcer son rôle et sa visibilité dans le traitement de la crise économique. On pourrait tirer parti du pouvoir mobilisateur de l'ONU et de sa capacité de penser hors des schémas conventionnels pour trouver des solutions multidimensionnelles et solidaires aux problèmes économiques complexes auxquels le monde doit faire face;
 - ii) Les États Membres doivent tenter de faire de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement une réunion historique, où des décisions soient prises et concrétisées et qui produise un programme d'action techniquement solide et assorti d'un mécanisme de suivi (la Conférence pourrait, par exemple, créer un groupe de travail chargé de rendre compte des progrès accomplis à l'Assemblée générale);
 - iii) Les États Membres pourraient étudier plus avant l'idée d'un conseil de coordination économique au niveau mondial sous l'égide de l'ONU, chargé de suivre la situation économique et financière et d'apporter des réponses efficaces (en évitant qu'il ne devienne un simple «club» de coordination supplémentaire);
 - iv) Il serait nécessaire de renforcer la coopération de l'ONU avec les institutions de Bretton Woods.

IV. SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE: LES PROCHAINES ÉTAPES

51. En conclusion du premier colloque public de la CNUCED, les participants ont préconisé, face à la récession économique mondiale, une réponse qui maintienne au cœur des préoccupations les considérations sociales. Ils ont recommandé des mesures visant à réformer le système financier et monétaire international, à créer de nouveaux emplois, et à aider les pays en développement à gérer la dette et à prendre les mesures anticycliques nécessaires.

52. Des recommandations spécifiques ont été formulées en faveur d'un moratoire temporaire sur la dette publique des pays à faible revenu afin de leur assurer une marge d'action budgétaire pour des mesures de relance; d'un système de taux de change plus stable; d'un nouveau système de monnaie de réserve fondé sur les droits de tirage spéciaux; d'un programme mondial pour l'emploi; et de mécanismes d'intervention régionaux.

53. Les orateurs ont maintes fois rappelé que la récession était loin d'être terminée, et que les récents signes de reprise sur les marchés boursiers ne devaient pas conduire les décideurs à se désintéresser des conséquences profondes et durables de la crise pour les pays pauvres.

54. Les participants ont exhorté l'ONU à jouer un rôle prééminent dans la réponse à la crise, estimant que du fait de sa large participation elle était particulièrement bien placée pour agir dans l'intérêt de tous.

55. Nombreux à remercier la CNUCED et les organisations partenaires d'avoir organisé le colloque public, les participants ont estimé qu'il avait été utile et réussi. Ils ont aussi souhaité que la CNUCED continue d'organiser des manifestations et initiatives de ce type à l'avenir.

ANNEXE I

RÉSUMÉ DES SIX RÉUNIONS DE GROUPE

I. RÉUNION DE GROUPE 1 – LA CRISE MONDIALE DE L'EMPLOI: MONTÉE DU CHÔMAGE, DÉFLATION DES SALAIRES, CONSÉQUENCES POUR LA DEMANDE GLOBALE MONDIALE, ET PROPOSITION CONCERNANT UN PACTE MONDIAL POUR L'EMPLOI

1. Cette séance, animée par le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales de l'ONU, a examiné les dimensions et les incidences nombreuses de la crise mondiale de l'emploi, décrite comme une «crise avant la crise» qui devait être traitée d'urgence pour éviter que la conjoncture économique mondiale ne se dégrade encore. Il a été noté que les déséquilibres mondiaux qui avaient contribué à la crise actuelle étaient aussi liés au manque de progrès sur les vingt ou trente dernières années quant à l'objectif fixé par l'ONU de «plein-emploi productif avec un travail décent pour tous». Cet objectif, qui n'avait été inscrit que tardivement comme étape dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, constituait le chaînon manquant entre la croissance et la réduction de la pauvreté.

2. Même avant la survenue de la crise financière et économique en 2008, et malgré la période antérieure de croissance mondiale relativement soutenue, l'économie mondiale n'avait pas été capable de créer assez d'emplois productifs pour accueillir les nouveaux entrants sur le marché mondial du travail, dont le nombre était en constante augmentation. Alors que les inégalités se creusaient en raison de salaires qui stagnaient ou diminuaient dans de nombreux pays du monde, l'économie mondiale avait été tributaire des États-Unis qui jouaient le rôle de «consommateur en dernier ressort». Mais comme dans ce pays les salaires étaient aussi restés inchangés, quand ils n'avaient pas diminué, pour la moyenne des travailleurs, cela avait conduit à une bulle non soutenable du crédit à la consommation qui avait éclaté sur le marché du logement et précipité la crise actuelle.

3. D'après les représentants du BIT, outre une augmentation du chômage et du travail dans le secteur non structuré, on percevait déjà des signes de déflation salariale, ce que le principal rapport de l'OIT sur la crise décrivait comme étant encore plus dangereux que les dévaluations et le protectionnisme caractérisant une politique du «chacun pour soi». Un haut fonctionnaire de la CNUCED a souligné les dangers que ce scénario présentait pour l'économie mondiale, et a établi un parallèle avec la déflation généralisée des salaires qui avait contribué à la Grande Dépression des années 30 et prolongé celle-ci. Il a été noté que dans la crise actuelle, les travailleurs du monde entier se retrouvaient souvent devant un dilemme: soit perdre leur emploi, soit accepter une baisse de salaire. Il a été noté également qu'au niveau des entreprises, cela semblait un comportement rationnel. Toutefois, si cette tendance se généralisait, la démarche deviendrait contre-productive, car on perdrait encore plus d'emplois du fait de la contraction supplémentaire de la demande globale mondiale.

4. Il était donc urgent de prendre des mesures pour inverser cette tendance. L'OIT, en coopération avec d'autres organisations internationales, élaborait actuellement un pacte mondial pour l'emploi qui inclurait sans doute les stratégies suivantes: une meilleure coordination de la négociation collective et d'autres politiques de soutien (politiques de salaire minimum, par exemple) afin de permettre au salaire moyen, dans tous les pays, d'augmenter

selon le rythme d'accroissement de la productivité; des plans de relance qui privilégient beaucoup plus l'emploi, et comportent également l'introduction ou le renforcement de mesures de protection sociale; une meilleure coordination entre les efforts nationaux à cet égard; le respect des droits fondamentaux des travailleurs au travail; et un soutien spécial aux PME dans le domaine du crédit et des capacités productives.

5. Il a été noté que le rôle de l'État en tant que «prêteur en dernier ressort» avait fait un retour spectaculaire au premier plan des politiques, du fait des risques systémiques d'un effondrement du système bancaire. Il était urgent de reconnaître un rôle au moins égal à l'État pour ce qui est d'introduire des stabilisateurs automatiques (protection sociale) et/ou d'agir comme «employeur en dernier ressort» face aux risques systémiques d'un effondrement de la demande globale mondiale.

II. RÉUNION DE GROUPE 2 – LES PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA) DANS LA CRISE: DÉFIS SOLUTIONS ET SPÉCIFIQUES

6. Animée par le centre d'information de Genève de la Consumer Unity and Trust Society, cette réunion a examiné les incidences de la crise sur le commerce, le secteur social et la croissance dans les PMA. Les participants se sont montrés très préoccupés par la situation des PMA, et ont rappelé qu'en aucun cas ces pays ne devaient être oubliés dans la crise actuelle.

7. Selon certains orateurs, les projections actuelles faisant état d'un rebond de la croissance étaient excessivement optimistes. Il a été noté que les PMA avaient besoin, en priorité, d'une réforme de l'architecture financière internationale, d'une issue favorable au développement du Cycle de Doha, de possibilités simplifiées d'adhérer à l'OMC, et d'autres mesures comme l'Initiative d'aide au commerce et le Cadre intégré renforcé. Malgré une convergence de vues sur la manière dont ces facteurs pesaient sur la croissance et la réduction de la pauvreté, les participants ont manifesté un certain désaccord sur le point de savoir si une amélioration de la conjoncture extérieure se traduirait par une amélioration de la situation économique des PMA lorsque la crise s'atténuerait. À cet égard, on a fait valoir que l'une des explications tenait à la faible résistance aux chocs extérieurs, à laquelle il devait être remédié par des financements rapides, assortis de peu de conditions, et reposant sur des dons.

8. Les participants ont aussi noté que les PMA souffraient de contraintes liées à l'offre particulièrement lourdes, et ont préconisé une intégration des politiques d'investissement et des politiques commerciales de ces pays. On s'est largement accordé à penser que le modèle actuel de développement marginalisait les PMA et devait être fondamentalement revu. Un participant a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud dans ce contexte. Dans le même ordre d'idées, un participant a noté qu'une révision sérieuse de l'architecture financière internationale ne pouvait être couronnée de succès que si de nouvelles institutions faisaient partie de la solution globale, car les institutions de Bretton Woods, en particulier, manquaient de crédibilité.

III. RÉUNION DE GROUPE 3 – LA RÉCESSION MONDIALE: LES FEMMES SONT-ELLES TOUCHÉES DE MANIÈRE DISPROPORTIONNÉE?

9. La réunion a été animée par l'International Gender and Trade Network/Women's Working Group on Financing for Development, la CNUCED, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et le BIT.

10. Au cours de la réunion, les participants ont évalué et discuté les incidences spécifiques de la crise sur les femmes et examiné les politiques qui étaient nécessaires pour éviter la menace d'une aggravation des inégalités entre les sexes.

11. Il a été noté que, dans un premier temps, il était impératif que les pays développés s'acquittent de leurs engagements d'accroître l'APD sans imposer quelque condition que ce soit quant aux politiques à mener, y compris en matière de parité. Il a également été souligné que la crise représentait une chance importante d'apporter des changements structurels significatifs afin de remédier aux déséquilibres mondiaux et aux inégalités entre les sexes.

12. La CNUCED a noté que l'intégration de la dimension sexospécifique dans les politiques commerciales était un aspect essentiel, étant donné le rôle important que les femmes jouent dans le commerce. Il a été estimé que si le commerce pouvait être un moteur de développement, il supposait certaines compétences, et lorsque les femmes n'avaient pas ces compétences elles retombaient le plus souvent dans le secteur informel, où elles étaient les premières à être touchées par une crise éventuelle. Les plans de relance devaient aborder la problématique des femmes, et prévoir une aide supplémentaire pour soutenir les microentreprises dirigées par des femmes. Les programmes publics de crédit devaient être accessibles aux femmes pauvres et sans ressources.

13. Au cours du débat, les représentants du BIT ont présenté de nouvelles données montrant la dimension sexospécifique évidente de la crise. Il a été fait mention d'un pacte mondial pour l'emploi, et de la nécessité de mesures de long terme et de court terme. La protection sociale et les transferts sociaux, des politiques actives pour le marché du travail et un dialogue social pour tous – y compris une nouvelle architecture financière – ont été cités comme des options viables.

14. On a aussi examiné l'incidence de la dimension sexospécifique au plan des migrations, et la question des rapatriements de salaire dans l'analyse qu'en faisait l'OIM. Il a été noté que, bien que le rôle des femmes dans les rapatriements de salaire soit encore peu étudié, les envois de fonds faits par des femmes représentaient un pourcentage non négligeable du produit intérieur brut (PIB) de certains pays. Les principales recommandations formulées sur la question des migrations ont été les suivantes: ne pas transformer la crise en une crise des migrations; reconnaître que tant les femmes que les hommes migrants font partie de la solution, et non du problème; et que les migrants – y compris les femmes migrantes – jouent un rôle essentiel dans le monde d'aujourd'hui. Certains secteurs dépendaient d'ailleurs des travailleurs migrants, par exemple les services de santé et autres services de soins.

15. Les participants ont insisté sur le fait que l'égalité entre les sexes, les droits des femmes et les droits fondamentaux faisaient clairement partie des questions de développement. Il a été estimé que pour certaines entités des Nations Unies l'égalité entre les sexes n'était pas considérée comme une question de développement, mais plutôt comme l'affaire du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), et que parvenir au développement avec ce genre de vision serait difficile.

IV. RÉUNION DE GROUPE 4 – ACCORDS COMMERCIAUX, ACCORDS D'INVESTISSEMENT ET RÉPONSES EFFICACES À LA CRISE

16. Cette réunion a été animée par l'organisation Third World Network Africa.
17. Des intervenants ont fait observer que certains accords internationaux d'investissement (AII) et accords de libre-échange (ALE) pourraient réduire l'aptitude des pays en développement à faire face à la crise financière, comme dans le contexte des APE, où il était apparu qu'une diminution des recettes douanières limiterait encore la capacité de ces pays d'augmenter leurs dépenses pour stimuler l'activité économique. Il était estimé que certaines dispositions des APE créeraient des difficultés supplémentaires, notamment celles concernant les «nouveaux services financiers» (qui pourraient aggraver la vulnérabilité financière des pays en développement), le «libre transfert des fonds» (qui pourrait rendre difficile la réglementation des flux de capitaux), ou encore les marchés publics.
18. Les intervenants ont parlé du nombre croissant d'AII et d'ALE qui étaient conclus, en expliquant les difficultés que certaines dispositions des AII (par exemple sur l'expropriation) pouvaient créer pour les politiques économiques et sociales des pays concernés. L'exemple des politiques de promotion économique de l'Afrique du Sud en faveur de la population noire, qu'un groupe d'investisseurs italiens contestait actuellement devant un tribunal du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, était révélateur.
19. Les intervenants ont aussi évoqué les problèmes découlant de la relation entre les accords bilatéraux d'investissement (ABI) et les ALE (par exemple dans le cadre de l'APE du Forum des Caraïbes), qui revenait en fait à octroyer aux investisseurs une double protection.
20. Dans le même ordre d'idées, certains participants ont estimé que les dispositions des ABI et des ALE Nord-Sud favorisaient rarement le développement économique à long terme des pays en développement hôtes, et que des accords et une intégration régionale Sud-Sud constitueraient une solution de remplacement viable à ces traités «déséquilibrés».
21. Un intervenant a souligné la nécessité d'une cohérence entre le régime financier international et le régime international des investissements. Le problème était illustré par le cas de l'Islande, où des questions étaient apparues au sujet de la compatibilité entre le contrôle des capitaux préconisé par le FMI (dans le cadre du plan de secours) et les obligations du pays au titre d'AII.
22. Les intervenants ont aussi expliqué que certains engagements de libéralisation du commerce étaient au cœur de la crise (par exemple: les engagements pris par les États-Unis au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) ont été cités comme étant la raison de l'abrogation de la loi Glass-Steagall; l'existence d'engagements au titre de l'AGCS rendrait difficile l'imposition de certaines règles concernant les succursales et les filiales bancaires, etc.).
23. Quelques autres questions ont été soulevées lors du débat au sujet des AII. On a fait observer que les AII pouvaient aussi contenir des dispositions susceptibles d'aider à ménager aux gouvernements la marge d'action nécessaire face à la crise (par exemple, exceptions pour raisons de balance des paiements; exceptions prudentielles; ou exceptions au titre de la sécurité

nationale). Il a aussi été fait mention d'une publication à venir de la CNUCED examinant l'expérience acquise en ce qui concerne les exceptions au titre de la sécurité nationale dans le cas des AII, dans le contexte de la crise financière argentine.

24. La question a été posée de savoir si les AII ne pourraient pas avoir aussi un rôle positif à jouer, par exemple en aidant les pays à ne pas retomber dans le protectionnisme en matière d'investissements et à attirer l'IED – question particulièrement importante étant donné la diminution actuelle des flux d'IED.

25. On s'est aussi demandé comment la proposition de Third World Network pour un examen de tous les ALE et ABI existants pourrait être appliquée concrètement, et comment cela pourrait être réalisé de façon à garantir la cohérence entre le régime financier international et les régimes internationaux d'investissement.

V. RÉUNION DE GROUPE 5 – FINANCER LA SORTIE DE CRISE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS EN TRANSITION: QUESTIONS CONCERNANT L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT, LES NOUVEAUX FONDS DE RÉSERVE ET LES CONDITIONNALITÉS

26. La réunion a été animée par l'organisation 11.11.11 – Coalition du Mouvement Nord-Sud flamand.

27. Les intervenants ont examiné en détail les incidences de la crise financière mondiale sur les pays en développement et les pays émergents. Il a été noté que les ressources de prêt du FMI avaient triplé pour faire face à la crise actuelle, passant de 250 à 750 milliards de dollars et s'ajoutant à 250 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux. Malheureusement, seule une très faible partie de ces ressources irait aux pays à bas revenu, et très peu de ces ressources pouvaient être considérées comme réellement nouvelles ou s'ajoutant à d'autres ressources préexistantes. Cela avait toutefois revitalisé le FMI, dont les activités de prêt diminuaient avant cela.

28. Les intervenants ont aussi estimé qu'en dépit des affirmations récentes sur la réforme et le changement, l'orthodoxie du FMI n'avait pas fondamentalement changé, et qu'il y avait peu de place pour des politiques qui sortent de cette orthodoxie. Si les conditions liées aux prêts du FMI avaient été quelque peu assouplies, il restait à voir comment cela se traduirait sur le plan opérationnel.

29. Il a aussi été fait mention des politiques d'austérité préconisées dans le cadre de l'octroi des prêts du FMI à un moment où la communauté internationale, les organisations internationales et la société civile demandaient des mesures anticycliques pour les pays en développement. Il a été estimé que si le FMI avait répondu à la crise actuelle, sa réponse n'avait pas été la bonne. On a fait valoir que le FMI pouvait estimer que la plupart des pays en développement ne disposaient pas de marges de manœuvre budgétaires et monétaires qui leur permettraient de mener des politiques expansionnistes. Les pays avaient encore cependant la possibilité de mener un dialogue résolu avec le FMI, de concert avec les partenaires sociaux, afin de trouver d'autres solutions que celles proposées d'abord par le Fonds.

30. En ce qui concerne le montant de l'APD, on s'est inquiété de ce que l'augmentation de ce montant en 2008 provenait peut-être du précédent cycle budgétaire, et de ce que les perspectives pour 2009 et 2010 n'étaient guère optimistes. Toutefois, si la volonté politique nécessaire était au rendez-vous, il était encore possible de faire beaucoup, comme en témoignait l'annonce récente faite par les États-Unis d'augmenter le budget de son aide de 9 %.

VI. RÉUNION DE GROUPE 6 – RÉFORME DE L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE MONDIALE, Y COMPRIS PROPOSITIONS CONCERNANT UN NOUVEAU SYSTÈME MONDIAL DE MONNAIE DE RÉSERVE, LA STABILISATION DES TAUX DE CHANGE ET DES INITIATIVES MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES RÉGIONALES

31. Cette réunion a été animée par l'organisation World Economy, Ecology and Development. Les intervenants ont examiné des propositions de réforme de l'architecture financière internationale, en vue notamment de remédier aux déséquilibres mondiaux qui avaient été la cause fondamentale de la crise. Des ajustements asymétriques avaient été imposés aux pays en développement, ce qui, du même coup, avait pesé sur la demande globale mondiale. Il a été noté que depuis l'abandon du système de Bretton Woods dans les années 70, le système actuel de taux de change variables et de recours au dollar des États-Unis comme monnaie de réserve mondiale de facto s'était avéré non seulement très instable et inéquitable, mais aussi que le parti pris déflationniste inhérent à ce système s'était révélé incompatible avec le plein emploi mondial.

32. La dynamique actuelle, a-t-on estimé, était favorable à la création d'une nouvelle monnaie de réserve internationale – qui avait déjà été proposée par John Maynard Keynes à la Conférence de Bretton Woods en 1944. La nouvelle monnaie de réserve (qui pourrait être dérivée d'une forme très élargie et plus équitable du mécanisme d'attribution des droits de tirage spéciaux) pourrait jouer un rôle important et suivi dans les politiques anticycliques, et faciliter la stabilisation financière. Un nouveau système mondial de monnaie de réserve figurait parmi les principales recommandations de la Commission Stiglitz, qui avait présenté ses conclusions à l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement.

33. Si un nombre croissant de pays étaient disposés à étudier les conditions d'une transition vers un nouveau système mondial de monnaie de réserve, il existait encore une forte résistance de certains des acteurs les plus puissants de l'économie mondiale, dont les marchés financiers. Une approche «évolutive» qui s'appuierait sur l'actuel système de droits de tirage spéciaux était de ce fait considérée par certains participants comme l'option la plus réaliste politiquement. Il a aussi été jugé important d'arriver à mobiliser un large soutien populaire, un défi majeur étant donné la complexité du problème. Il a été suggéré que le nouveau système mondial de monnaie de réserve pourrait être expliqué au profane comme une sorte de «taxe» pour apporter une plus grande équité entre pays excédentaires et pays déficitaires.

34. Nombre de participants ont estimé que de nouveaux arrangements régionaux – tant pour l'intégration financière régionale que pour la mise en place d'alternatives aux institutions de Bretton Woods – seraient un élément essentiel d'une approche «participative» et complémentaire de la réforme de l'architecture financière. Il a été dit que cela pourrait créer de nouvelles marges d'action en matière monétaire et budgétaire, et éliminer le mécanisme dysfonctionnel par lequel les pays tentaient de «s'assurer» en accumulant des réserves de change excessives – ce qui

souvent ne résultait pas d'une politique délibérée des pays, mais plutôt d'une absence de coordination des politiques à l'échelle régionale. Les intervenants ont estimé qu'il faudrait poursuivre le débat afin de clarifier en quoi ces nouveaux arrangements régionaux seraient différents de l'expérience monétaire au sein de l'Union européenne, avec la marge d'action réduite qu'impliquaient une union monétaire complète et les dispositions énoncées dans le Traité de Maastricht.

35. Concernant les questions de réforme de la gouvernance économique mondiale, il a été déclaré que le G-20 n'avait pas insisté sur la réforme du FMI, mais au lieu de cela avait mobilisé de nouveaux financements pour le FMI sans proposition crédible en vue de réformes fondamentales de cette institution. Il a été longuement débattu de l'utilité de nouveaux instruments du FMI comme la récente ligne de crédit modulable, mais on a estimé que dans l'ensemble la politique à l'égard des pays autres que ceux à revenu intermédiaire n'avait pas du tout changé, car les opérations du FMI pour lesquelles des politiques anticycliques étaient exigées étaient toujours en place. D'après un intervenant, les pays en développement devaient donc continuer d'appeler à des réformes du FMI, de manière à pouvoir utiliser efficacement les nouveaux fonds disponibles.

Annex II

[English only]

Programme of the UNCTAD Public Symposium

Monday 18 May 2009

<p>10:00–13:00 Room XIX</p>	<p>Opening Chair: H. E. Ambassador Dian Triansyah Djani, President, Trade and Development Board, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) Mr. Supachai Panitchpakdi, Secretary-General, UNCTAD Mr. Juan Somavia, Director-General, International Labour Organization Mr. Sha Zukang, Under-Secretary-General, United Nations Department of Economic and Social Affairs (DESA) Mr. Anders B. Johnsson, Secretary-General, Inter-Parliamentary Union Mr. Guy Ryder, Secretary-General, International Trade Union Confederation Ms. Céline Charveriat, Head of Geneva office, Oxfam International</p>
<p>Followed by</p>	<p>Plenary session 1 The global economic crisis – its causes and its multiple impacts The debate will consider in particular the effects on developing countries in the areas of trade, investment, food security and jobs.</p>
<p>Moderator</p>	<p>Mr. Debapriya Bhattacharya, Distinguished Fellow, Centre for Policy Dialogue, Dhaka, Bangladesh</p>
<p>Discussants</p>	<p>Ms. Nuria Molina, European Network on Debt and Development; Mr. Vice Yu, South Centre; Mr. Jan Atteslander, Economiesuisse; Ms. Diana Aguiar, International Gender and Trade Network/Women’s Working Group on Financing for Development; Mr. Arjun Karki, LDC Watch; Mr. Manzoor Ahmad, Food and Agriculture Organization of the United Nations; and UNCTAD resource persons.</p> <p>Interactive debate</p>
<p>14:15–15:45</p>	
<p>Room XIX</p>	<p>Breakout session 1 The global jobs crisis: issues related to rising unemployment, wage deflation, implications for global aggregate demand, and the proposal for a global jobs pact (led by the United Nations Non-Governmental Liaison Service, the Friedrich Ebert Stiftung, ILO and the International Trade Union Confederation)</p>
<p>Room XXVI</p>	<p>Breakout session 2 Least developed countries (LDCs) in the crisis: specific challenges and solutions (led by the Consumer Unity and Trust Society and by Oxfam International)</p>
<p>Room XXVII</p>	<p>Breakout session 3 The global downturn: Are women disproportionately affected? (led by the International Gender and Trade Network/Women’s Working Group on Financing for Development, other civil society organizations, UNCTAD, the International Organization for Migration and ILO)</p>

16:00–18:00	<p>Plenary session 2 Assessing existing responses to the crisis at international, regional and national levels – limitations, perspectives and best practices In addition to examining the effectiveness of the stimulus packages implemented in some countries, the debate will address multilateral efforts to find solutions to the crisis – including the outcome of the G20 summit, and regional initiatives and perspectives.</p>
Moderator	Mr. Ernesto S. Martínez Gondra, Minister Plenipotentiary and Deputy Permanent Representative of Argentina in Geneva
Discussants	Ms. Elizabeth Tankeu, African Union, Ethiopia; Mr. José Manuel Salazar-Xirinachs, ILO; Mr. Janwillem C. Acket, Bank Julius Baer; Mr. Rudy de Meyer, 11.11.11 – Coalition of the Flemish North–South Movement; Mr. Peter Wahl, World Economy, Ecology and Development; Mr. Emmanuel Gyekye Tanoh, Third World Network–Africa; Mr. Carlos Benavente (LATINDAD network, Nicaragua) and Mr. Mustafizur Rahman (Centre for Policy Dialogue, Bangladesh).
	Interactive debate

Tuesday 19 May 2009

10:00–13:00 Room XIX	<p>Plenary session 3 Proposals for the way forward – obstacles and opportunities The debate will include opportunities arising from the upcoming United Nations Conference on the World Financial and Economic Crisis and Its Impact on Development, and longer-term issues such as reform of the international financial architecture and global economic governance.</p>
Moderator	Mr. Martin Khor, Executive Director, South Centre
Discussants	Mr. Jomo Kwame Sundaram, Assistant Secretary-General, DESA; Mr. Pedro Páez, member of the Stiglitz Commission and former Ecuadorian Minister of Economic Coordination; Ms. Esperanza Durán, Agency for International Trade Information and Cooperation; Ms. Jacqueline Coté, International Chamber of Commerce; Ms. Joy Kategekwa, Oxfam International; Mr. Christophe Aguiton, Association for the Taxation of Financial Transactions to Aid Citizens; Ms. Marina Durano, Development Alternatives with Women for a New Era; Ms. Sanya Reid-Smith, Third World Network-Geneva; Mr. Stephen Pursey, ILO; and UNCTAD resource persons.
	Interactive debate
14:15–15:45	Breakout session 4:
Room XIX	Trade/investment agreements and effective crisis responses (led by Third World Network)
Room XXVI	Breakout session 5: Financing crisis recovery in developing countries and transition economies: issues related to official development assistance, new contingency funds and conditionality (led by the European Network on Debt and Development and by UNCTAD)

Room XXVII	<p>Breakout session 6: Global financial architecture reform, including proposals for a new global reserve system, exchange rate stabilization and regional financial and monetary initiatives (led by UNCTAD and the United Nations Non-Governmental Liaison Service; World Economy, Ecology and Development; and Development Alternatives with Women for a New Era)</p>
<p>16:00–17:30</p> <p>Moderators of plenaries</p>	<p>Closing plenary session: Next steps</p> <p>Chair: H. E. Ambassador Dian Triansyah Djani, President, UNCTAD Trade and Development Board</p> <p>Mr. Debapriya Bhattacharya, Distinguished Fellow, Centre for Policy Dialogue, Dhaka, Bangladesh Mr. Ernesto S. Martínez Gondra, Minister Plenipotentiary and Deputy Permanent Representative of Argentina in Geneva; Mr. Martin Khor, Executive Director, South Centre</p> <p>Final reflections from civil society representatives</p> <p>Mr. Supachai Panitchpakdi, Secretary-General, UNCTAD</p> <p>Closing remarks: H. E. Ambassador Dian Triansyah Djani, President, UNCTAD Trade and Development Board</p>

Annex III

[English only]

Programme of the six breakout sessions

Monday 18 May 2009

<p>14:15–15:45 Room XIX Moderator</p> <p>Discussants</p>	<p>1. The global jobs crisis: issues related to rising unemployment, wage deflation, implications for global aggregate demand, and the proposal for a global jobs pact</p> <ul style="list-style-type: none">- Hamish Jenkins, United Nations Non-Governmental Liaison Service - Guy Ryder, Secretary-General, International Trade Union Confederation- Duncan Campbell, Director, Economic and Labour Market Analysis Department, ILO- Sangheon Lee, Senior Researcher, Labour Protection Department, ILO- Heiner Flassbeck, Director, Division on Globalization and Development Strategies, UNCTAD- Ludek Rychly, Social Dialogue Sector, ILO <p>Interactive discussion</p>
<p>Room XXVI Moderator Keynote speaker</p> <p>Presentations by</p> <p>Discussant</p>	<p>2. Least Developed Countries (LDCs) in the crisis: specific challenges and solutions</p> <ul style="list-style-type: none">- Atul Kaushik, Director, Geneva resource centre of the Consumer Unity and Trust Society- H.E. Matern Y. C. Lumbanga, Ambassador and Permanent Representative of the United Republic of Tanzania to the United Nations and other international organizations in Geneva (coordinator of LDC Group in Geneva)- Charles Gore, Special Coordinator for Cross-Sectoral Issues, Division for Africa, LDCs and Special Programmes, UNCTAD- Duncan Green, Head of Research, Oxfam, United Kingdom- Demba Moussa Dembele, Africaine de Recherche et de Coopération pour l'Appui au Développement Endogène, and Chair of LDC Watch <p>Discussion and comments from the floor</p>

<p>Room XXVII Moderator</p> <p>Introductory remarks</p> <p>Discussants</p>	<p>3. The global downturn: Are women disproportionately affected?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diana Aguiar, International Gender and Trade Network, and member of the Women's Working Group on Financing for Development - Anne Schoenstein, Association for Women's Rights in Development/ Women's Working Group on Financing for Development - Simonetta Zarrilli, Legal Officer, Division on International Trade and Commodities, UNCTAD - Jane Hodges, Director, Bureau for Gender Equality, ILO - Christine Aghazarm, Research and Publications Unit, International Organization for Migration - Blandine Mollard, Gender Unit, IOM <p>Interactive discussion</p>
--	--

Tuesday 19 May 2009

<p>14:15–15:45 Room XIX Moderator</p> <p>Discussants</p>	<p>4. Trade/investment agreements and effective crisis response</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emmanuel Gyekye Tanoh, Team Leader, Political Economy Unit, Third World Network– Africa - Offah Obale, South Centre - Sanya Reid Smith, Legal Advisor, Third World Network <p>Interactive discussion</p>
--	---

<p>Room XXVI Moderator</p> <p>Presentation by</p> <p>Discussants</p>	<p>5. Financing crisis recovery in developing countries and transition economies: issues related to official development assistance, new contingency funds and conditionality</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rudy de Meyer, Head of Policy Department, 11.11.11 – Coalition of the Flemish North–South Movement - Nuria Molina, Policy and Advocacy Officer, European Network on Debt and Development - Yuefen Li, Head , Debt and Development Finance Branch, Division on Globalization and Development Strategies, UNCTAD - Robert Kylvoh, Policy Integration and Statistics Department, ILO <p>Interactive discussion</p>
--	---

Room XXVII	6. Global financial architecture reform, including proposals for a new global reserve system, exchange rate stabilization and regional financial and monetary initiatives
Moderator	- Peter Wahl, World Economy, Ecology and Development
Presentation by	- Pedro Páez, Member of the Stiglitz Commission, former Ecuadorian Minister of Economic Coordination - Jomo Kwame Sundaram, Assistant Secretary-General, DESA
Discussants	- Marina Durano, Development Alternatives with Women for a New Era - Carlos Benavente, LATINDAD network - Detlef Kotte, Globalization and Development Strategies Department, UNCTAD
	Interactive discussion
